

# HISTOIRE DE MADAGASCAR : L'INDEPENDANCE

Célestin RAZAFIMBELO

*Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo*

*crazafim@refer.mg*

Cette période de l'histoire de Madagascar, bien que figurant dans le programme, n'est pas toujours abordée par les enseignants à cause de l'absence de documents. En attendant le manuel, dont on espère la parution prochaine, nous proposons ici un outil de travail pour les professeurs d'histoire des collèges et lycées.

## 1. LA PREMIERE REPUBLIQUE

L'adoption et l'application de la loi-cadre du 23 Juin 1956 annoncent la décolonisation. Cette loi offre aux Malgaches l'autonomie, le suffrage universel et garantit l'unité nationale au sein de la Communauté Française. En mars 1957, Philibert Tsiranana est élu Vice-président du Conseil de gouvernement, le président étant le Haut-commissaire de France. Au referendum du 28 septembre 1958 qui donne le choix aux Malgaches entre rester dans la Communauté française ou non, le oui recueille 77% des votes. Le 14 octobre 1958, les conseillers provinciaux proclament la République Malgache au sein de la Communauté. Philibert Tsiranana est élu président de la république le 1<sup>er</sup> mai 1959. Le président de la république et l'assemblée nationale négocient l'indépendance. Ils trouvent l'avis favorable du général de Gaulle. Les accords de Coopération sont préparés et signés le 2 avril 1960. Le 26 juin 1960, l'indépendance est solennellement proclamée à Mahamasina<sup>9</sup>.

### 1.1 ENTRE COLONISATION ET INDEPENDANCE.

La constitution et l'organisation administrative de la république indépendante, s'inspirent largement du modèle français. Les devises de la République sont : *Fahafahana, Tanindrazana, Fandrosoana*. Philibert TSIRANANA, aidé par ses conseillers français, réussit à établir autour de sa personne, un image de rassembleur et de *ray aman-dreny*. Il insistait sur l'unité de tous les Malgaches. Ainsi il ramena avec lui de l'exil ses anciens adversaires politiques<sup>10</sup>, les trois députés de 1947, Ravoahangy, Raseta et Rabemananjara, le 19 juillet 1960. Il gagna ainsi le ralliement de nombreux ex-MDRM (dont Ravoahangy et Rabemananjara) et sans difficultés, son parti, le Parti Social Démocrate (PSD), gagna les premières élections des députés pour l'Assemblée Nationale (104 sièges sur 107).

Les relations avec la France furent régies par les Accords de coopération où la France gardait une place prépondérante :

- sur le plan économique car toutes les entreprises et propriétés coloniales restaient en place,

<sup>9</sup> Sur le *vatomasina* où on intronisait les souverains.

<sup>10</sup> On pensait alors dans certains milieux que le retour des anciens députés éclipserait Philibert Tsiranana qui, de ce fait perdrait sa place.

- mais aussi culturel et politique car la France restait présente. L'ambassadeur de France était fréquemment consulté dans les grandes décisions et, occupait toujours la résidence d'Ambohitsirohitra, occupée auparavant par les Gouverneurs Généraux.

Les hautes fonctions administratives furent progressivement occupées par des Malgaches, formés suivant les traditions centralisatrices, jacobines<sup>11</sup> du système français : ce qui aboutit à une efficacité certaine de l'administration de la Première République.

### 1.2 LE SOCIALISME MALGACHE DE PHILIBERT TSIRANANA.

Ayant été membre de la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière qui deviendra le parti socialiste), Philibert Tsiranana créa un parti<sup>12</sup>, le Parti Social Démocrate (PSD), militant pour « un socialisme pratique et humain » qui travaillera « sans se préoccuper des grandes théories souvent dépassées par les événements ». Il n'aimait pas les grands discours : pour lui il fallait agir, et travailler sans les longues discussions qui se font souvent dans les partis politiques. Avec la France, le parti garde des relations privilégiées et ne touche ni aux entreprises, ni aux propriétés coloniales qui maintiennent la mainmise sur l'économie. Le socialisme se cantonne à une promotion (sans beaucoup de résultats) du mouvement coopératif. Quelques tentatives pour lancer des fermes d'état furent réalisées. Les restes du FIDES<sup>13</sup> avaient permis de financer les travaux au ras du sol dont l'impact sur la population était palpable.

Le Parti Social Démocrate (PSD) est l'appareil politique du régime. Il se confond avec l'état et toute l'administration est à son service, ainsi a-t-on parlé d'état PSD. Cette période a fixé pour beaucoup de Malgaches, la représentation du parti et de sa place et rôle dans la vie politique : pour réussir, socialement et économiquement, il faut adhérer au parti du plus fort, moyen rapide d'ascension sociale<sup>14</sup>. Le PSD est membre de la IIIème Internationale. Il entretient de très bonnes relations avec la Sociale Démocratie allemande et le Parti travailliste israélien.

L'opposition représentée par l'AKFM du pasteur Richard Andriamanjato et le MONIMA de Monja Jaona, n'eurent qu'une audience régionale<sup>15</sup> et, furent réduite à servir de caution démocratique au régime. La presse resta soumise à la censure.

Sur le plan économique, le contexte fut favorable durant les cinq premières années d'indépendance ; mais suite à la chute du cours du café et à la fermeture du canal de Suez après la guerre des Six Jours, il se détériora à la fin des années 60. Des efforts sérieux furent fournis pour lancer la production rizicole dans le sens de l'intensification et de l'aménagement de grands périmètres (Alaotra, plaine de Marovoay, Bas-Mangoky, Dabaraha ).

Le montage de deux grandes unités textiles à Antsirabe et Majunga<sup>16</sup> lança la culture du coton. La première République avait esquissé un début d'industrialisation par la mise en place d'unités industrielles comme la raffinerie de Toamasina, la papeterie d'Ambohimambola ou l'usine d'allumettes de Moramanga...

Le premier quinquennat du régime fut caractérisé par un progrès économique régulier et effectif. Il faudra toutefois admettre que le monde rural restait pauvre. L'effort industriel était

---

<sup>11</sup> C'est l'instance centrale qui régit et contrôle tout.

<sup>12</sup> Créé le 28 déc. 1956 avec A. Resampa, L. Botokeky, C. Tsiebo, E. Lechat..)

<sup>13</sup> Fonds alloués par la France pour le développement des colonies. L'objectif est d'endiguer le communisme.

<sup>14</sup> Cela deviendra une tradition chez les politiciens.

<sup>15</sup> Le MONIMA dans le sud et l'AKFM dans la capitale.

<sup>16</sup> COTONA et SOTEMA.

uniquement le fait soit de l'état, soit des étrangers. La bourgeoisie malgache se cantonnait à la traditionnelle spéculation immobilière et au commerce. C'est l'existence d'une population d'expatriée importante de *Vazaha*, de *Karana* et de Chinois qui stimule la production et la consommation.

Sur le plan culturel, le PSD lance une politique de promotion de l'école. Philibert Tsiranana a toujours vu dans l'éducation une condition nécessaire au développement. Ainsi, le gouvernement s'efforça à doter chaque sous-préfecture d'un CEG et chaque préfecture importante d'un lycée. On créa une université pour la formation des cadres supérieurs destinés à remplacer progressivement les coopérants français. Tout le système éducatif était aligné au système français et s'appuyait largement sur une coopération technique importante qui fournissait personnel, manuels et matériels. Le succès fut effectif et l'efficacité indiscutable en matière de scolarisation. Mais très tôt, elle deviendra source de problèmes d'emploi. Et Philibert Tsiranana et son régime seront victimes de leur principal succès.

### 1.3 L'EFFONDREMENT DE L'ETAT PSD

A partir du second mandat de Tsiranana, le PSD, parti du président s'identifiant au *fanjakana*, se croyait maître de tout et devint oppressif. Trop sûr de leur autorité, les dirigeants du parti avaient minimisé le mécontentement populaire qui grondait. Malgré la longue exercice du pouvoir, Tsiranana n'arrivait pas à se sevrer de la tutelle de la métropole<sup>17</sup> et se trouvait dépendant sur tous les plans de l'assistance technique des Français. Ce qui se voyait beaucoup et touchait les sensibilités et velléités nationalistes de beaucoup de Malgaches. Les Français tenaient une place trop grande et trop voyante dans la vie du pays : présidence, armée, diplomatie, université...et économie.

Le parti PSD, suite à des problèmes de santé du président dans le courant de l'année 1970, connut des luttes intestines qui étalaient au grand jour les rivalités pour la succession<sup>18</sup>. Or, malgré sa santé défaillante, Philibert Tsiranana s'accrochait au pouvoir et se méfiait de ses proches. André Resampa le tout puissant secrétaire général du PSD, fut progressivement écarté de la direction du parti.

En avril 1971, suite à une aggravation de la situation économique, le sud se souleva sous la direction du MONIMA de Monja Jaona. La répression fut disproportionnée contre cette révolte paysanne dont la principale cause est la misère. Sur ce fait, André Resampa avait manifesté son mécontentement. En juin 1971, on l'arrêta et il fut emprisonné à Sainte-Marie dans des conditions peu enviables.

Au mois de janvier 1972, une grève éclata à l'Ecole de Médecine de Befelatanana, et avec la dégradation du climat social, gagna l'Université. Les réactions intransigeantes du gouvernement eurent pour effet de propager la grève dans les établissements du secondaire et en province. L'arrestation suivies de la déportation à Nosy Lava du comité de grève dans la nuit du 12 au 13 mai 1972 provoqua une manifestation violente à Tananarive ,avenue de l'Indépendance, le 13 mai. La Force Républicaine de Sécurité (FRS), bras armée du régime, tira sur les manifestants. Il eut une quarantaine de morts et l'Hôtel de Ville et les locaux du quotidien *Le Courrier de Madagascar* furent incendiés. La gendarmerie semblait alors prendre une position de neutralité. Le président Tsiranana, au lieu d'appeler au calme, tint des propos menaçants à l'endroit des manifestants ; ces propos furent interprétés à Tananarive comme

<sup>17</sup> Les grandes décisions ne se prenaient qu'après consultation de l'ambassadeur ou des conseillers français.

<sup>18</sup> Entre A.Resampa et J.J. Rabemanajara.

tribalistes et anti-*merina*. Ce qui provoqua la mobilisation des syndicats, des églises et de ce qu'on appellera aujourd'hui, la société civile de la capitale le 15 mai 1972, appelant l'armée pour « sauver le pays ». Le général Ramanantsoa, le plus haut gradé de l'armée fut sollicité. Pour calmer le jeu Philibert Tsiranana lui donna les « pleins pouvoirs », expression ambiguë, qui ne signifiait pas que le président partait. D'ailleurs, le général Ramanantsoa semblait ne pas vouloir son départ.

#### 1.4 DE RAMANANTSOA AU DIRECTOIRE, LA DIFFICILE TRANSITION.

Le général Ramanantsoa voulait rester dans la légalité. Mais, le mouvement de mai 1972 s'était radicalisé et, pour aboutir vers une nouvelle organisation du pouvoir et de l'état, les meneurs, autour de Manadafy Rakotonirina, préparaient un grand congrès : le *Zaikabe*. Ramanantsoa fut alors forcé à prendre les devants et organisa le 8 octobre 1972 un referendum qui devait légitimer son pouvoir. Le *oui* l'emporta (81% contre 3% de *non*).

Ramanantsoa prit à son compte les principes de malgachisation de l'administration, d'émancipation réelle de la tutelle française (lui qui s'exprimait en malgache avec difficulté !). Les partis politiques furent suspendus (mais vite remplacés par des associations !). Mais sitôt le gouvernement mis en place, l'ethnicisme politique resurgit autour de ce qui restait du PSD. Le noyau du PSD regroupé autour de Tsiranana et de Botokeky créa l'Union Socialiste Malgache (USM) déclarant ouvertement agir pour défendre l'intérêt des côtiers. En novembre et décembre 1972, des émeutes anti-*merina* éclatèrent à Tamatave et à Diégo. Les troubles furent réprimés.

Le 13 mai 1973, l'aile gauche du mouvement de mai 1972, dirigée par le MFM parti créé par Manadafy Rakotonirina organisa une manifestation ; les meneurs furent arrêtés.

L'action la plus éclatante fut à l'actif du jeune ministre des Affaires étrangères Didier Ratsiraka, par la révision des Accords de coopération<sup>19</sup>. Le dynamique ministre de l'Intérieur Richard Ratsimandrava se fit remarquer par sa volonté de revenir à l'authenticité malgache en ressuscitant les *fokonolona*<sup>20</sup> Ses idées seront récupérées par la RDM.

Suite aux troubles et à l'instabilité qui s'installait, les Européens, les colons, ainsi que beaucoup de Chinois et d'Indopakistanaïens quittèrent l'île. Au mois de décembre 1974, mandat d'arrêt fut lancé contre une trentaine d'officiers côtiers soupçonnés de vouloir renverser le régime Ramanantsoa. Parmi ces officiers, le colonel Brécharde Rajaonarison rejoignit le camp des ex-FRS rebaptisés GMP et s'engagea vers une rébellion ouverte contre le régime. Ils eurent le soutien de Resampa, de Tsiranana ainsi que des ministres côtiers du gouvernement Ramanantsoa. Le 25 janvier 1975, Ramanantsoa dissout le gouvernement mais n'arriva pas à former un nouveau. Le 5 février 1975, il démissionna et donna les pleins pouvoirs au colonel Ratsimandrava.

Ratsimandrava forma alors un gouvernement<sup>21</sup> ; parmi les rares rescapés du gouvernement Ramanantsoa, il n'avait gardé ni Didier Ratsiraka, ni Albert Zafy, ni le colonel Rabetafika. Des tentatives de négociation furent entamées pour résoudre la rébellion de Brécharde

<sup>19</sup> Résultats : Madagascar sort de la zone franc, les Français quittent les bases de Tana et de Diégo, récupération de la résidence d'ambohitsorohitra...

<sup>20</sup> Il prônait un retour à l'authenticité malgache : *fokonolona, fihavanana, teny ifampierana...*

<sup>21</sup> Membres : Jean Bemananjara, Radio Célestin, Soja, Willy Leonard, Joel Rakotomalala, Sambson A, G.Andriamahazo, Zakariasy, Venance Modeste, Christian Rémi Richard, Daniel Rajakoba, Raveloson Mahasampo, Désiré Rakotoarijaona, J.P. Totobesola. Didier Ratsiraka reprendra la majorité des membres du gouvernement de Ratsimandrava.

Rajaonarison. Mais les positions semblaient inconciliables. Le 11 février 1975, il fut assassiné six jours après avoir pris les pleins pouvoirs.

Pour ne pas laisser un vide à la tête du pays, un **Directoire militaire** composé de 18 officiers dirigé par le général Andriamahazo se constitua. Parmi les membres figurait, Ratsiraka mais Rabetafika était absent. La loi martiale fut proclamée aussitôt et la rébellion fut réprimée par les armes. Au procès des assassins du colonel Ratsimandrava (mars-juin 1975), comparurent avec les militaires rebelles, Tsiranana et Resampa. Le procès se termina par un verdict clément (acquittement ou peines légères pour la majorité des accusés). Le Directoire avait réussi ainsi à rétablir l'ordre et à préserver l'unité du pays.

Une fois ce problème résolu, une lutte d'influence pour le contrôle du pouvoir au sein du Directoire se termina par la victoire du jeune Didier Ratsiraka qui dissout le Directoire militaire le 15 juin 1975. Le Directoire fut remplacé par un Conseil Suprême de la Révolution (CSR). Didier Ratsiraka annonça une série de mesures radicales et inattendues qui surprirent plus d'un, comme la nationalisation des banques et assurances et l'expropriation des grandes unités agricoles coloniales.

## **2. LA REVOLUTION NATIONALE DEMOCRATIQUE DE DIDIER RATSIRAKA : UN AUTRE SOCIALISME (1975-1992)**

### **2.1 L'ORGANISATION DU POUVOIR PERSONNEL.**

- **Un régime présidentiel**

De juin à décembre 1975, Didier Ratsiraka prépara son entrée pour une occupation durable du pouvoir: il choisit une option socialiste révolutionnaire qui transformerait radicalement la société et l'économie. Ses idées sont résumées dans la *Charte de la révolution nationale démocratique*, ouvrage qu'il appellera par la suite *Boky mena* (livre rouge) pour confirmer son engagement socialiste.

Il soumit le *Boky mena*, ainsi qu'une nouvelle Constitution, et sa candidature à la Présidence à un plébiscite le 21 décembre 1975. La République Démocratique de Madagascar fut alors solennellement proclamée le 30 décembre et en même temps, Didier Ratsiraka prêtait serment en tant que président de la République.

La mise en place des institutions se fit progressivement. Le régime est présidentiel. Le président Ratsiraka détient des pouvoirs immenses : élu pour sept ans, il nomme les membres du Conseil Suprême de la Révolution, organe purement consultatif et honorifique qui regroupe les chefs de parti. Le Premier Ministre, les membres du gouvernement, les hauts fonctionnaires, les officiers de commandement sont désignés par lui. Seuls les partis membres du Front National pour la Défense de la Révolution (FNDR)<sup>22</sup> sont autorisés à faire de la politique. Madagascar change de devises : Fahafahana, Tolom-piavotana, Fandrosoana.

- **Renaissance des fokonolona : centralisme démocratique ?**

On procède à une décentralisation territoriale. Le *fokonolona* renaît et devient la cellule de base de l'administration. Les *firaisana* remplacent les communes, les *fivondronana*, les sous-préfectures et les *faritany*, les provinces. Des personnalités élues issues du FNDR (majoritairement de l'AREMA), président ces **collectivités décentralisées**.

---

<sup>22</sup> AREMA, AKFM, MONIMA, MFM, Vonjy Iray Tsy Mivaky, UDECMA ; sortie du MONIMA, entrée du VSM MONIMA.

Cette décentralisation territoriale basée sur le *fokonolona* a trouvé des échos favorables parmi la population. Les dénominations sont restées et ont résisté à toutes les réformes antérieures.

- **Plutôt l'est que l'ouest : les équivoques du non-alignement.**

Le régime se distingue de la Première République par ses relations extérieures : Ratsiraka préconise une diplomatie tous azimuts et un non-alignement qui se traduit par un alignement sur les **pays progressistes**, et le **bloc de l'est**. Madagascar entretient des relations privilégiées avec la Corée du nord de Kim Il Sung, avec la Chine, l'Union Soviétique et Cuba. Les liens avec l'Ouest ne seront pas pour autant coupés. A l'échelle régional, la diplomatie de la RDM s'investit beaucoup au sein de l'OUA et boude l'OCAM<sup>23</sup> des ex-colonies françaises. Elle soutient les mouvements d'émancipation et de libération nationale : soutien à l'ANC en Afrique du Sud, au Timor, au Sahara Occidental...

## 2.2 ORIENTATIONS ECONOMIQUES ET CULTURELLES DU SOCIALISME REVOLUTIONNAIRE

- **Nationalisations, expropriations, décolonisation de l'économie (1975-1980).**

En 1979, sur 358 entreprises, 279 appartenaient à des étrangers et 61 seulement à des nationaux. C'est ce qui a amené le régime vers la nationalisation de toutes les banques, les assurances ainsi que des entreprises importantes (EEM, Shell, Esso, Agip, COROI, Marseillaise de Madagascar...). Ratsiraka pensait en adoptant le capitalisme d'état c'est à dire l'appropriation collective des moyens de production, redistribuer les profits (les bénéfiques) vers le peuple. Un grand nombre de propriétés coloniales furent nationalisées.

Ces mesures furent acclamées par la population. Les intellectuels saluèrent et participèrent à la mise en place de cette Révolution Nationale Démocratique qui exprimait la fierté nationale, la souveraineté et l'indépendance réelle. Enfin, « fiers d'être malgaches, libres et indépendants ».

- **Quand l'état devient entrepreneur et investit à outrance.**

Vers la fin des années soixante dix, le contexte économique était favorable : excédent de la balance commerciale grâce à un **cours** élevé du prix du café, cours favorable de la vanille... De 1977 à 1981, Madagascar avait donc de l'argent et adopta une politique d'investissements à outrance, investissements improductifs réalisés sans étude sérieuse préalable. Les plus significatifs parmi ces **éléphants blancs**<sup>24</sup> sont : l'usine d'engrais chimique ZEREN, les unités mécaniques TOLY, l'usine de café soluble KAFEMA... La détérioration des termes de l'échange, aggravée par le second choc pétrolier provoqua un endettement et un accroissement de l'inflation. Pendant cette période, Madagascar était encore rejeté par les institutions financières internationales.

- **Le bilan mitigé de la politique éducative. Malgachisation et démocratisation.**

Dans la Charte de la révolution, l'éducation constituait un élément central dans la marche vers le progrès. L'intention de donner les mêmes chances à l'accès au savoir est certes louable. Démocratiser, l'enseignement ne fut guère une tâche facile : l'objectif fut de doter chaque fokontany d'une école primaire, chaque *firaisana* d'un collège d'enseignement général et chaque *fivondronana* d'un lycée. A défaut de budget, chaque collectivité devait, suivant ses possibilités et ses motivations construire les locaux. Au niveau supérieur, on créa les CUR pour

---

<sup>23</sup> Qui ne sera pas vouée à un grand avenir.

<sup>24</sup> Projets creux, qui cachent une escroquerie.

chaque *faritany*. La scolarisation connut alors un développement spectaculaire. Le problème résidait dans les moyens : financier, technique et humain. Ce qui n'était pas sans conséquences sur la qualité et le niveau. Un effort fut fait pour malgachiser l'enseignement : adapter le contenu aux réalités de la révolution nationale, malgachiser la langue d'enseignement, enfin malgachiser les diplômes.

Il semble que l'on ait trop vite attribué à la malgachisation les carences du système éducatif actuel. Il s'agit plus d'un problème de moyens que d'un choix linguistique.

### 2.3 L'ECHEC DU SOCIALISME REVOLUTIONNAIRE.

- **La fin des grandes illusions du paradis socialiste (1982-1989)**

Didier Ratsiraka fut réélu sans problèmes en 1982 puis en 1989. Il est indéniable que pendant cette période, le pays marquait une période de souveraineté réelle et une indépendance politique effective. Mais, la voie adoptée, malgré des intentions louables, avait engendré d'autres problèmes : aggravation de la pauvreté, détérioration des services publics minés par la corruption, déficiences des services de santé et déchéance de l'éducation.

La pauvreté rampante et les pénuries ont eu comme conséquences, l'amplification de l'insécurité, le développement du grand banditisme et la banalisation de la corruption. Refus de crédit, paupérisation et pénurie, ont contraint le régime à négocier avec le FMI et à abandonner progressivement ses principes idéologiques. Madagascar fut amené à solliciter l'adhésion au Programme d'Ajustement Structurel (PAS) dès 1983, elle sera effective en 1984 mais les effets ne se feront sentir que deux années après. Ce qui a valu à Ratsiraka d'être réélu pour un troisième septennat en 1989.

- **Les retombées tardives du PAS et le réveil des Forces Vives (1989-1990).**

En 1990 on observe une amélioration de la situation économique. Mais les retombées sur le petit peuple restaient faibles. Un discours politique maladroit et inadapté, ne tenant pas compte de l'évolution de l'opinion a contribué à discréditer définitivement le régime. A défaut de parti d'opposition, tous les mécontents se sont exprimés à travers les églises, les syndicats et les diverses associations qui sont les Forces Vives de la nation liguées contre l'état AREMA. Une concertation nationale des Forces Vives regroupant syndicats, associations professionnelles et religieuses ainsi que quelques partis politiques eut lieu à Antananarivo du 16 au 19 août 1990. L'AREMA fut invité, mais encore assuré de sa force, méprisa les assises. La concertation réclama une nouvelle constitution pour une Troisième République et la mise en place d'un gouvernement de transition.

- **Les évènements de 1991-92**

A partir du mois de mai 1991, les Forces Vives organisèrent des manifestations quotidiennes sur la place du 13 mai et entreprirent une campagne de désobéissance civile. Ils parvinrent à déclencher une grève générale en juin. Et la place du 13 mai devint le siège quotidien d'imposantes manifestations où le peuple réclame révision de la constitution, nouvelles élections législatives et gouvernement de transition. Face au silence du pouvoir qui pensait encore que le temps jouait pour lui, les Forces Vives installèrent un gouvernement insurrectionnel et un chef d'état le 24 juillet 1991 ; cette tendance dure, représentée par Zafy Albert, Andriamanjato Richard et le Général Rakotoarison trouve l'adhésion de la majorité

écrasante des manifestants (Forces Vives Rasalama)<sup>25</sup>. Autant les forces vives étaient déterminées à en finir avec la RDM, autant Ratsiraka se réfugiait dans sa légitimité et pensait encore pouvoir tout préserver en usant de ses talents de politicien et de stratège hors pair.

Le 10 août 1991, les Forces Vives Rasalama décidèrent de marcher sur le palais présidentiel d'Iavoloha pour forcer la main au Président Ratsiraka. La sécurité de la présidence réagit en tirant sur la foule et fit 31 morts et 230 blessés parmi les manifestants. Il s'en suivit alors une période d'incertitude, mais il est devenu évident que les positions des uns et des autres étaient inconciliables. Ratsiraka refusait d'avoir comme interlocuteurs les manifestants du 13 mai qu'il méprisait. Il renvoya le Premier Ministre Victor Ramahatra et désigna Guy Willy Razanamasy à sa place une figure bien connue de la capitale.

La mission de Razanamasy était alors de mener les négociations avec les Forces Vives. Une convention dite de Panorama fut signée le 31 octobre 1991. Cette convention prévoyait la mise en place d'un gouvernement de transition pour 18 mois, la création d'une Haute Autorité de l'Etat, l'élaboration d'une nouvelle Constitution et la dissolution de l'Assemblée Nationale et du Conseil Suprême de la Révolution. Ratsiraka devait rester en place comme chef d'état, Razanamasy dirigeait le gouvernement de transition et Zafy fut nommé à la tête de la HAE. A l'issue du forum national (23-30 mars 1992), un projet de constitution fut rédigé. Cette constitution fut approuvée sans difficultés par le referendum du 19 août 1992.

### 3. LA TROISIEME REPUBLIQUE (1992 - ....)

#### 3.1 LA CONSTITUTION DE LA IIIEME REPUBLIQUE : PREMIERE VERSION (AOUT 1992)

La nouvelle Constitution traduit une volonté de se démarquer complètement du régime présidentiel et personnel de Didier Ratsiraka. Pour une troisième fois, Madagascar indépendante change de devises : Fahafahana, Fahamarinana, Tanindrazana. Elle est très démocratique et traduit une volonté d'éviter tout pouvoir personnel : le pouvoir du président est affaibli, celui du Premier Ministre accru, l'Assemblée Nationale ne sera plus **croupion**<sup>26</sup> et aura pouvoir et devoir de contrôler l'exécutif, de sanctionner le Premier Ministre et de déposer le Président. Ainsi, les trois entités : Assemblée Nationale, Gouvernement et Président de la République se partagent le pouvoir. Le principal danger n'était plus le pouvoir personnel mais l'instabilité.

#### 3.2 LES FORCES VIVES AU POUVOIR (1993-1996).

Zafy fut élu président de la République le 10 février 1993. Les élections législatives du 16 juin 1993 donne une Assemblée nationale à majorité de circonstances, disparate et fluctuante du fait de l'inconsistance des partis politiques<sup>27</sup> et de la disparition d'une base différenciation et d'engagement entre les partis.

La Troisième République, à ses débuts a du mal à définir et à s'engager dans une orientation économique claire : l'existence de tendances contradictoires, l'inexpérience et la méconnaissance des pratiques élémentaires du système économique et financière, la simplicité naïve de certains responsables, aboutit au rejet des négociations avec la Banque

---

<sup>25</sup> L'autre tendance, celle du MFM devenue Forces Vives Rabearivelo.

<sup>26</sup> Dont le rôle est de « lever les bras ». Se dit d'une assemblée qui n'a aucun pouvoir.

<sup>27</sup> Les députés refusaient parfois d'obéir à leur parti.



Mondiale, refus d'honorer les services de la dette, le mirage des financements parallèles, les décisions contradictoires des institutions, autant de signes extérieures des contradictions internes du pouvoir et signes annonciateurs de la gabegie qui s'installe.

### 3.3 L'EMPECHEMENT D'ALBERT ZAFY (JUILLET-SEPTEMBRE 1996)

Le bilan économique et social est tristement décevant, voire malheureux : disparition des mesures socialistes réglementant les prix de quelques PPN, inflation galopante, dépréciation de la santé publique, dégradation du système éducatif, généralisation de la corruption...

Ce bilan malheureux a entraîné déceptions et désillusions précoces du peuple « qui a déchiré ses fonds de culotte sur les trottoirs de la place du 13 mai ». La nouvelle classe politique adopte des comportements pires que l'ancienne. De 1993 à 1996, les conflits sont permanents entre le Président de la République, l'Assemblée Nationale et le gouvernement.

Conscient des lacunes de la constitution, le président de la république soumet des **amendements** accroissant ses pouvoirs par referendum, amendements dont Didier Ratsiraka sera le premier bénéficiaire, car le 26 juillet 1996, une motion d'empêchement est adoptée par l'Assemblée Nationale contre Albert Zafy. Elle est entérinée par la cour constitutionnelle le 3 septembre 1996.

### 3.4 LE RETOUR DE DIDIER RATSIRAKA (1996-2001)

Des élections anticipées sont annoncées pour le 3 novembre 1996. De suite, Didier Ratsiraka annonce sa candidature et retourne à Madagascar. Il gagne les élections au second tour contre Zafy le 29 décembre 1996. Et il récidive en annonçant l'avènement d'une République Humaniste et Ecologique<sup>28</sup>. En 1997, il organise un referendum constitutionnel, amendant la constitution pour la troisième fois afin de mettre fin à l'instabilité du régime et mettre en place les provinces autonomes et toutes les chances de son côté. Madagascar change pour la quatrième fois de devises : Tanindrazana, Fahafahana, Fandrosoana.

Le second passage de Didier Ratsiraka à la Présidence de la République semble, par rapport à la gabegie laissée par ses prédécesseurs avoir eu un bilan meilleur : taux de croissance de 6,5% en 2000, diminution de la pauvreté en milieu urbain, amélioration sensible du système éducatif...reprise des négociations et amélioration des rapports avec les Institutions Financières Internationales (les bailleurs de fonds). De nouveau, face à la carence des autres partis politiques dont il connaît très bien les dirigeants, il n'a pas eu beaucoup de mal à rétablir l'hégémonie de son parti (qui change de dénomination et non de sigle !). La mise en place des provinces autonomes et les déclarations traditionnelles d'allégeance qui s'en suivirent semblaient présager une installation durable du régime. Il faudrait voir dans l'institution des provinces autonomes une volonté de la présidence de la république à disposer d'un soutien solide et efficace, pour préserver une dépendance à une assemblée nationale désormais peu sûre.

D'ailleurs, vieillissant et en s'inspirant probablement des pratiques des précédents dirigeants, il commençait à lancer dans la politique et dans les affaires les membres de sa famille. Le développement de sourdes rivalités au sein de son parti, et surtout la banalisation de la corruption suivie d'enrichissement rapide avait contribué à la fragilisation du régime. Quant Didier Ratsiraka, visiblement en mauvaise santé, annonce sa candidature après avoir fait de

---

<sup>28</sup> Slogans acceptés mêmes si personne n'y comprenait mot !

l'éclipse du 21 juin 2000 un évènement national, même dans son entourage, seul un petit nombre misait sur lui.

C'est une des perspectives qui annonce l'imbroglia électoral qui s'en suit.

### 3.5 LES EVENEMENTS DE 2002

Le maire d'Antananarivo Marc Ravalomanana, se présente à l'élection présidentielle du 16 décembre 2001. Ce chef d'entreprise, issu de milieu modeste, un *self made man*, représentait aux yeux de bon nombre de Malgaches, l'exemple de la réussite honnête, par le travail, la persévérance et le savoir faire. Il faudra ajouter le désir d'un renouvellement de la classe politique, les partis d'oppositions ayant déjà fait leur preuve.

Les premiers résultats, officieux puis officiels firent de la part des électeurs de Marc Ravalomanana l'objet d'une contestation radicale. Ils donnaient Ravalomanana vainqueur devant Ratsiraka, mais n'ayant pas obtenu la majorité absolue, devait se préparer à un second tour. Marc Ravalomanana revendiquait la victoire dès le premier tour et accusait le pouvoir d'avoir organisé des fraudes massives en vue d'un second tour où le risque de tricheries devenait une évidence. Dès le 4 janvier 2002, la place du 13 mai devient le lieu privilégié d'un mouvement pacifique de protestation qui s'amplifie après la proclamation officielle du 25 janvier.

Les deux camps maintiennent leur position et, le 22 février, Ravalomanana, sous la pression de la foule, est proclamé président ; le 4 mars, un gouvernement dirigé par A. Sylla Premier Ministre et aussitôt, les ministres sont installés dans les ministères par les manifestants. En réaction, Ratsiraka déplace son gouvernement à Toamasina, et avec les cinq gouverneurs des provinces autonomes, organise le blocus de la capitale. Le blocus consiste à dresser des barrages routiers, à détruire des ponts sur les axes principales, à réduire la circulation des hommes et des biens par des menaces ethno tribales et en arnaquant les commerçants par des pseudo taxes ; parfois des affrontements qui se soldent par des dizaines de morts surviennent. L'accord de Dakar signé le 18 avril par Ratsiraka et Ravalomanana suscita beaucoup d'espoir dans le règlement du conflit : il stipulait une nouvelle décompte des voix, et la levée des barrages. Cette condition fut rejetée par les gouverneurs des provinces. La nouvelle décompte qui donnait Ravalomanana gagnant avec 51,46% des voix fut rejetée par Ratsiraka.

### 3.6 L'ERE RAVALOMANANA

Le 6 mai 2002, Ravalomanana fut proclamé solennellement président et prêta serment devant la haute cour constitutionnelle, conformément à la constitution et en présence d'une partie du corps diplomatique et avec l'allégeance de l'armée et de la gendarmerie. Le 26 juin, les Etats-Unis reconnaissent le régime suivi plus tard par les autres pays. La prise du contrôle des provinces fut rendue possible par le ralliement de l'armée.<sup>29</sup> A Toamasina, les affrontements furent évités par le départ de Ratsiraka. Les résistances les plus sérieuses se sont passées à Majunga et dans la province de Diégo. En août, le nouveau pouvoir avait pris en main tout le pays.

Les attentes de la population qui espère une transformation rapide et durable sont énormes, alors que l'économie a profondément souffert des effets des troubles. En vue des législatives,

---

<sup>29</sup> Malgré tout, ce fut la milice qu'on envoya pour la « pacification des provinces »

## RESSOURCES

Ravalomanana crée son parti politique Tiako i Madagasikara (TIM) qui n'eut pas trop de mal à faire le plein de membres et à rafler la majorité au cours des législatives et des communales de 2003.

\*\*\*\*\*

### **BIBLIOGRAPHIE :**

RAISON-JOURDE, F. et RAISON, J.P. Ravalomanana et la troisième indépendance ? *In Politique africaine* n°86. Madagascar, les urnes et la rue, Paris : Karthala, 2002, p. 5-17.

RAZAFINDRAKOTO, M., ROUBAUD, F. . Le scrutin présidentiel du 16 décembre 2001. Les enjeux d'une élection contestée. *In Politique africaine* n°86 : Madagascar, les urnes et la rue, Paris : Karthala, 2002, p. 18-45.

RAJAONAH, F.V. Les imaginaires de l'étranger dans la crise malgache. *In Politique africaine* n°86 : Madagascar, les urnes et la rue, Paris : Karthala, 2002, p. 152-170.

BROWN, M. *A History of Madagascar*, Cambridge: Damien Tunnaccliffe, 2000.

MAURO, D. et RAHOLIARISOA, E. *Madagascar, l'île essentielle*, Paris 2000 : Anako Editions, 1990.

VERIN, P. *Madagascar*, Paris: Karthala.

FREMIGACCI, J. *Biographie des parlementaires français*, entrée Tsiranana Philibert. En cours

RATSIMANDRAVA, R. *Ny fokonolona*. Fianarantsoa : Ambozontany, 2002.

RATSIRAKA, D. *Charte de la Révolution Socialiste Malagasy*. Imprimerie d'ouvrages éducatifs, Antananarivo, 1975.

=====~~x~~=====